



© GIZ / AARON MARCH

Apprendre à vivre avec le changement climatique

Comment la GIZ renforce les capacités des régions des Caraïbes, du Pacifique, des Philippines et de l'Afrique de l'Est sur le thème des « migrations climatiques »

Le changement climatique n'entraîne pas seulement des transformations environnementales extrêmes, mais menace aussi les bases d'existence de millions de personnes du monde entier. Les agriculteur-rice-s et les familles de pêcheur-euse-s perdent leur base d'existence du fait de la fréquence accrue des sécheresses ou de l'élévation du niveau de la mer – les communautés sont de plus en plus souvent en proie à des catastrophes naturelles. Cette situation contribue à amener ou à contraindre les gens à quitter leur pays.

Ce sont surtout les pays en développement qui sont touchés, en particulier les archipels et les États insulaires tels que ceux des Caraïbes ou du Pacifique de même que certaines régions d'Afrique et d'Asie. La migration climatique est devenue une réalité qui exerce une menace massive sur les droits humains, parmi lesquels le droit à une alimentation appropriée, à la santé et au logement.

C'est là qu'intervient notre projet « Changement climatique et migration », initié en 2017 par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et dont la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) assure la mise en œuvre. Dans les régions des Caraïbes, du Pacifique, des Philippines et de l'Afrique de l'Est, nous aidons nos

partenaires à gérer les migrations climatiques dans une perspective de développement et de durabilité. L'objectif est de réduire les départs forcés dus aux catastrophes, d'améliorer les déplacements volontaires et planifiés et de faire diminuer l'immobilité involontaire des personnes qui pour différentes raisons ne sont pas en mesure de migrer. Nous désirons aussi renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des régions concernées et mieux préserver des migrations climatiques les communautés et les individus. Notre projet est le premier en son genre dans ce domaine thématique et dans ces régions.

Au niveau international, la migration constitue une stratégie d'adaptation ancrée dans la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Lors de la conférence de Paris sur le climat, en 2015, le BMZ s'est activement engagé en faveur de l'instauration d'un groupe de travail sur les migrations climatiques. Résultat de ce processus, le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques a engagé en 2017 son activité sur les migrations climatiques. Le « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières », que l'Allemagne a signé en 2018, reconnaît les changements climatiques comme cause de migration.

Publié par la

Les Caraïbes sont l'une des régions du monde les plus gravement affectées par le changement climatique. La population des archipels est particulièrement frappée par des ouragans, des pluies torrentielles, des sécheresses, des éruptions volcaniques et des séismes. En 2017, l'ouragan Maria a ravagé l'île de la Dominique. Maria a été l'une des tempêtes tropicales jusqu'alors les plus violentes. De nombreuses personnes ont perdu leur maison et ont dû partir. D'une façon générale, on peut observer que les catastrophes climatiques se traduisent de plus en plus souvent par des migrations transfrontalières dans la région concernée.

C'est à cette époque difficile, en 2017, que remonte notre engagement dans les Caraïbes. De nombreuses personnes touchées par l'ouragan Maria ont alors dû s'installer dans d'autres îles. Les habitant-e-s peuvent vivre et travailler dans d'autres États des Caraïbes sans avoir besoin d'un visa ou d'un permis de travail.

Nous soutenons nos partenaires de la Commission de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO) dans l'élaboration d'un plan stratégique pour les migrations climatiques. Dans la région, le changement climatique et les migrations sont désormais solidement ancrés dans les agendas nationaux et régionaux.

En collaboration avec des pays partenaires tels que Sainte-Lucie, la Dominique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines, nous sensibilisons aux migrations climatiques les habitant-e-s et les décideur-euse-s de l'ensemble de la région : c'est ainsi qu'un concours photo et une exposition virtuelle ont contribué à mettre en avant le changement climatique et ses conséquences. Un film documentaire a fait

prendre conscience à la population des répercussions que la pandémie de COVID-19 et la fermeture des frontières ont eues sur les migrations climatiques.

Nous assistons aussi les communes sur le terrain. À la Grenade, nous avons rénové un bâtiment où l'on peut trouver abri en cas d'urgence. À Sainte-Lucie, nous avons renaturé des mangroves et des cours d'eau pour mieux protéger des inondations les populations locales.

Nos activités ont pour conséquence que des acteur-ric-e-s des secteurs du climat, de la santé et des affaires sociales se réunissent maintenant en groupe de travail autour d'une même table. Cela leur permet d'unir leurs forces face aux défis posés par les migrations climatiques. Un accent particulier des discussions porte sur les répercussions des migrations climatiques sur l'égalité entre hommes et femmes. Une étude de cas menée à Antigua-et-Barbuda met en évidence les liens existants entre migrations climatiques et égalité des genres.

L'excellente collaboration et notre activité de conseil génèrent et permettent de diffuser des connaissances en matière de gestion durable des migrations climatiques transfrontalières. Le changement climatique et les migrations sont solidement ancrés dans les agendas régionaux. Bon nombre de personnes et de décideur-euse-s de la région ont pleinement conscience de ce thème, et de nombreuses communes mettent en œuvre des mesures de protection du climat. Cela renforce la résilience, la solidarité et la collaboration régionale dans les Caraïbes et fait progresser sur la voie d'un avenir sûr.



© GIZ / DR. HORST VOGEL

C'est d'une voix tremblante que Kaboua John, l'un des « témoins climatiques » invités par le BMZ à prendre la parole à la conférence de Bonn sur le climat en 2017, raconte au public : « Mon village s'engloutit dans la mer ». Les Kiribati, un petit pays du Pacifique dont la plus grande partie est à moins de deux mètres au-dessus du niveau de la mer, vont de l'avis des expert-e-s disparaître avant même la fin du siècle. Kaboua montre des photos de sa maison, menacée par la mer, et raconte : « Nous perdons notre patrie, nos bananeraies, notre eau potable. Les eaux souterraines sont de plus en plus salinisées par l'eau de mer. Mais je ne veux pas perdre mon île, les plages, les voisins au rire incessant. » Kaboua John fait partie des nombreuses personnes de la région du Pacifique dont les bases d'existence sont menacées par le changement climatique. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que cyclones tropicaux et sécheresses sont de plus en plus fréquents, le niveau de la mer ne cesse de monter.

Les États du Pacifique diffèrent fortement du point de vue historique et géographique. Ce qui les unit tous, c'est la libre circulation des personnes et des biens. Ils font preuve d'un fort engagement lors des négociations climatiques internationales. Ils accordent une grande importance à une gestion durable des déplacements forcés dus aux catastrophes environnementales et des déplacements planifiés – et nous les conseillons dans ce contexte. Nous coopérons depuis 2017 avec le secrétariat du Forum des îles du Pacifique, avec la Communauté du Pacifique et avec l'Université du Pacifique Sud. Et c'est dans le même cadre que s'inscrit la coopération avec les gouvernements nationaux, parmi lesquels ceux de Fidji, des Tuvalu et des Kiribati.

Jone Prasad, un pêcheur de la commune de Narikoso, aux Fidji, s'est vu contraint de faire face aux conséquences de l'élévation du niveau de la mer. Les flots menaçaient non seulement les maisons, mais aussi les modes de vie et la culture traditionnels. Il était impossible de rester – un déplacement était inéluctable. Grâce à la collaboration intensive avec le gouvernement des Fidji, une partie de la population de la commune de Jone a pu être préservée d'autres catastrophes et réinstallée ailleurs. En effet, Fidji a mis en place en 2018 les conditions requises à cet effet. Ensemble, nous avons élaboré des directives et des règles en vue d'une mise en œuvre adéquate et participative des déplacements planifiés – un véritable jalon. Les Fidji ont présenté les résultats en 2019 à la COP25, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Les directives font maintenant partie de la législation nationale sur la protection climatique. Aux Fidji, les acteur-ri-ce-s politiques traitent désormais en priorité les déplacements planifiés en fonction de leur urgence. Le financement est assuré par un fonds mis en place à cet effet en 2019 – le premier en son genre dans le monde.

« Nous perdons notre patrie, nos bananeraies, notre eau potable. Les eaux souterraines sont de plus en plus salinisées par l'eau de mer. Mais je ne veux pas perdre mon île, les plages, les voisins au rire incessant. »

Maria Kumar vit dans un village des Tuvalu accablé par la sécheresse. Celle-ci a détruit ses récoltes, la mettant face à un avenir incertain. Le manque d'eau a contraint les habitant-e-s des Tuvalu à quitter leur pays. Grâce à des formations à l'aménagement hydraulique écologique, nous avons assuré l'approvisionnement en eau du village de Maria et protégé les récoltes. La commune est maintenant bien parée pour s'adapter au changement climatique. Nous avons également intégré dans diverses activités de conseil les thèmes de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale. Les manifestations que nous avons organisées ont toujours inclus la perspective des liens existant entre migration, changement climatique et égalité des genres, afin qu'à l'avenir encore, ce thème soit aussi souvent que possible pris en compte. Nous avons élaboré un manuel numérique qui a valeur d'exemple dans de nombreuses autres régions. C'est ainsi par exemple qu'il examine les conséquences du changement climatique sur la santé des femmes et des filles, afin que les décideur-euse-s soient mieux à même d'y réagir.

Le Vanuatu, État insulaire du Pacifique Sud, est chaque année fortement touché par des ouragans, des séismes et des inondations. Le Vanuatu a été l'un des premiers pays au monde à mettre en place, avec notre soutien, une législation sur la gestion centralisée des migrations internes dues aux catastrophes naturelles – une mesure d'une importance capitale.

Ces exemples montrent comment les communautés et les individus peuvent renforcer leur résilience et mieux maîtriser les défis posés par le changement climatique. Les directives et les règles régissant aux Fidji les déplacements planifiés sont un plein succès. L'excellente collaboration entre de nombreuses parties prenantes de différents secteurs, tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, montre qu'il faut que de nombreux thèmes intègrent aussi la perspective des déplacements planifiés dus au changement climatique. Les Fidji et le Vanuatu ont pour de nombreux gouvernements de la région valeur d'exemple en matière de déplacements planifiés et de migration interne, et sont porteurs d'espoir pour un avenir meilleur.



© GIZ / AARON MARCH



© GIZ / LUKAS OLIVER JENKNER

« Nulle part au monde il n’y a chaque année autant de cyclones tropicaux qu’aux Philippines. »

Les Philippines, archipel de plus de 7000 îles et État dont la population dépasse 100 millions d’habitant·e·s, sont hantées par les effets dévastateurs du changement climatique. Des phénomènes météorologiques extrêmes comme le typhon Haiyan, en 2013, ont durement touché les Philippines. De nombreuses personnes ont perdu leur habitation et leur base d’existence et se sont retrouvées sans abri. Nulle part au monde il n’y a chaque année autant de cyclones tropicaux qu’aux Philippines. Et comme dans les régions des Caraïbes et du Pacifique, ils deviennent toujours plus fréquents et plus dévastateurs. Les pluies torrentielles entraînent des inondations et le niveau des mers monte, en même temps que des sécheresses menacent la région. Cela a pour conséquence d’augmenter les migrations internes dans les îles des Philippines. C’est la raison pour laquelle nous avons lancé en 2017 notre engagement aux Philippines, en étroite collaboration avec nos partenaires de la Commis-

sion de la population et du développement (CPD), organe central de coordination et de décision du gouvernement philippin pour les questions démographiques.

Nous avons conseillé le gouvernement en matière d’intégration du thème du changement climatique et de la migration dans la politique nationale. Avant 2017, les discussions relatives à la migration se restreignaient aux migrations internationales. L’accent porte maintenant surtout sur le thème capital de la migration interne. La CPD a mis en place un sous-comité sur la migration interne – un grand succès. Grâce à des études sur les risques climatiques et à des ateliers sur le changement climatique, l’environnement et la migration, les fonctionnaires du gouvernement disposent désormais de précieuses connaissances et peuvent procéder à des échanges d’expériences avec d’autres pays. Une multitude d’informations sur la migration interne, maintenant disponibles sous forme électronique, aide les acteur·rice·s à élaborer des stratégies appropriées. Nous avons également intégré dans de nombreuses discussions le thème de l’égalité des genres.

Miguel Bautista habite un petit village côtier des Philippines. Sa famille vivait de la pêche depuis des générations, mais l’élévation du niveau de la mer et les fréquentes inondations menaçaient le village et la base d’existence de sa famille. Il leur a fallu décider s’ils allaient quitter leur village natal ou résister aux défis du changement climatique. Notre équipe de projet a alors aidé les habitant·e·s du village de Miguel, au moyen d’un plan local d’action sur le changement climatique, à concevoir des solutions appropriées contre les inondations, les formant aussi au thème de la sécurité climatique pour leur permettre de mieux protéger leurs habitations et leurs bateaux de pêche. Les habitant·e·s ont avec nous élaboré de nouvelles méthodes de pêche et de culture adaptées aux nouvelles conditions. Le village est aujourd’hui un exemple vivant de résilience et de conjonction des efforts face au changement climatique.

C’est à Manille que vit Sofia Manutouk, une militante engagée. Elle cherche à sensibiliser les responsables politiques des Philippines aux enjeux du changement climatique et à donner à ceux et celles qu’il frappe la possibilité de s’adresser au public pour raconter leur histoire. Sofia s’est associée à la Commission de la CPD pour intégrer le thème des migrations climatiques dans la discussion politique. Conjointement avec la Commission, notre équipe de projet a organisé de nombreuses manifestations visant à étaler aux yeux des décideur·euse·s du domaine du climat et des migrations les répercussions du changement climatique et à trouver des solutions pour mieux le maîtriser. Sofia continue d’élever sa voix afin de sensibiliser le monde politique philippin aux aspirations des personnes affectées et de promouvoir un avenir durable pour les communautés touchées.



© GIZ / ABOKOR ABDI

L'Afrique de l'Est est le ressort de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (AIGD), qui englobe Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda. Le changement climatique confronte la région à d'immenses problèmes – comme en Somalie par exemple, où une sécheresse prolongée a provoqué en 2022 une famine qui a frappé de nombreuses personnes. Le taux de sous-alimentation y a doublé depuis début 2022.

L'existence de bon nombre des près de 200 millions de personnes vivant dans la région, surtout rurale, de l'AIGD, dépend de l'agriculture. Or, les conditions météorologiques extrêmes menacent cette base d'existence. Les périodes de sécheresse entraînent en de nombreux endroits pénurie alimentaire et manque d'eau, ce qui peut aviver les conflits liés aux ressources. La région est par ailleurs aussi sous le coup d'une pauvreté et d'une fragilité élevées. De nombreuses personnes ne sont en raison de leur situation physique, financière et sociale pas en mesure de migrer, et se trouvent donc « piégées » chez elles – et souvent à la merci, sans aucune protection, des risques climatiques.

Face à ces problèmes, nous avons commencé en 2020 à

collaborer avec l'AIGD, organisation régionale qui a son siège à Djibouti, et avec l'ICPAC, centre d'excellence sur le climat situé à Nairobi. L'AIGD œuvre en faveur de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement, de la coopération économique, de l'intégration régionale, du développement social et de la paix et de la sécurité dans la région. L'ICPAC, centre spécialisé institué par l'AIGD, soutient les capacités sous-régionales et nationales en matière de services météorologiques et climatiques, y compris service de veille et d'alerte. Avec ces deux organismes, nous étudions les migrations climatiques, les départs forcés et les déplacements planifiés.

Mohamed Abebe est un pasteur nomade et vit en Somalie. Les saisons des pluies se sont multipliées dans sa région, et leur intensité a augmenté en raison du changement climatique. Suite à une pluie torrentielle, les pâturages se sont raréfiés pour ses bêtes. Sa vie nomade est devenue une lutte pour survivre. Pour mieux protéger des répercussions du changement climatique des personnes comme Mohamed et sa famille, nous soutenons nos partenaires dans la mise en œuvre de politiques migratoires régionales existantes.



Le cadre d'action sur le changement climatique et les migrations et les protocoles sur la liberté de circulation actuellement en cours d'élaboration prennent en compte le droit des citoyen-ne-s à se rendre dans d'autres États membres, à y circuler librement, à y vivre et à y travailler. Cela peut être à long terme bénéfique notamment pour les pasteurs comme Mohamed, puisque leur liberté de circulation, par exemple à la recherche de pâturages et d'eau, serait prioritaire. Mohamed espère pouvoir émigrer bientôt vers le Kenya, où il aspire à un avenir meilleur pour lui-même, sa famille et ses bêtes. Conjointement avec nos partenaires, nous avons étudié les effets des sécheresses sur les bases d'existence des communautés pastorales et agricoles et mis au point des scénarios d'avenir pour mieux comprendre les migrations dans la région. Cela vient en aide à nos collègues de l'AIGD et de l'ICPAC pour continuer à élaborer et mettre en œuvre des plans et stratégies de gestion des migrations climatiques.

Mara Chuke, une politicienne engagée de la région frontalière Moyale-Moyale, lutte pour un avenir durable et climatiquement résilient. Nous avons mené une étude qui a déterminé les possibilités de financement et les acteur-rices intervenant dans le domaine du changement climatique et des migrations. Il est maintenant possible de mieux planifier et financer des activités relatives aux migrations climatiques. Mara a eu des entretiens avec les représentant-e-s locaux-ales et a pu les conseiller utilement sur le financement des migrations climatiques, en se référant à multiples reprises à l'étude. En s'engageant avec tant de force pour le financement en matière de protection climatique et de migration, Mara inspire de nombreuses administrations à accorder davantage de poids à ce thème.

Avec nos partenaires de l'AIGD et de l'ICPAC, nous avons

initié dans la région un itinéraire de transformation. Nos partenaires tirent durablement profit de notre collaboration. C'est conjointement que nous faisons progresser dans la région de nombreuses activités visant au renforcement des bases d'existence, de l'approvisionnement en eau, de l'agriculture durable et des migrations sûres.

Notre équipe de projet met en œuvre de multiples activités non seulement dans les régions, mais aussi bien au-delà. Alors que le monde était quotidiennement aux prises avec les répercussions de la pandémie, nous avons compris que les formats numériques sont indispensables pour pouvoir diffuser et échanger les connaissances. L'un de nos succès est ainsi la mise au point d'un cours en ligne pour établir le contact entre nos partenaires et le thème des migrations climatiques. Cet outil numérique leur donnera la possibilité de se former de façon ciblée et de gérer les défis résultant du changement climatique. L'éducation et les connaissances constituent la clé pour résoudre les enjeux du changement.

Mais cela ne suffit pas. L'égalité des genres est un élément central de toutes nos activités, y compris de la formation en ligne. Nous sommes fermement convaincu-e-s que l'égalité est le pilier cardinal d'un avenir durable et inclusif.

L'empreinte que nous laissons n'est pas seulement virtuelle. Nous nous engageons aussi sur la voie de la recherche, examinant par exemple dix instruments de financement des migrations climatiques. Nous avons, lors d'une manifestation en marge de la COP27, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2022, présenté les résultats de cette étude créatrice de perspectives. Elle représente maintenant une solide base de discussions sur le financement au niveau tant national qu'international.

« L'un de nos succès est ainsi la mise au point d'un cours en ligne pour établir le contact entre nos partenaires et le thème des migrations climatiques. Cet outil numérique leur donnera la possibilité de se former de façon ciblée et de gérer les défis résultant du changement climatique. »



© GIZ / ABOKOR ABDI

Nous avons compris que pour faire vraiment avancer les choses, nous devons opérer et coopérer en réseau au niveau national, régional et international. Aussi avons-nous pour ainsi dire déployé au maximum nos antennes et établi des coopérations avec des institutions et organisations renommées telles que l'Organisation internationale pour les migrations, l'Université des Nations unies, la Banque mondiale et l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique. Par l'échange ouvert et la collaboration, nous renforçons non seulement les activités sur les migrations climatiques dans les régions, mais aussi l'engagement des partenaires de coopération au niveau national, régional et international.

Dans les régions des Caraïbes, du Pacifique, des Philippines et de l'Afrique de l'Est, nous encourageons de concert avec nos partenaires une approche coordonnée et holistique du thème des migrations climatiques. Le soutien que nous prodiguons à nos organisations partenaires les met à même de mieux maîtriser les enjeux des migrations climatiques et leur permettra aussi à l'avenir de trouver des solutions durables. Par notre étroite collaboration avec des organisations et institutions régionales et internationales, nous renforçons chez nombre de décideur-euse-s politiques la prise de conscience de l'urgence des migrations climatiques. Nous créons et nous diffusons ensemble des connaissances précieuses. Nous formons nos partenaires à une gestion durable des migrations climatiques. Nous élaborons ensemble des politiques et des directives destinées au niveau national et régional à simplifier les migrations dues au changement climatique. Nous intégrons en permanence le lien capital entre égalité des genres et migration dans les discussions politiques au niveau national et régional.

Dans leur ensemble, nos activités contribuent à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des régions face au changement climatique et à mieux protéger des migrations climatiques les communautés et les personnes. La présentation du vécu de personnes de différentes régions montre combien il est important d'aborder ensemble le thème des migrations climatiques et de façonner un avenir durable pour tous.

Publié par :

Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Global Programme HMCCC

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn
Germany

T +49 (0) 228 44 60-0
E klimamigration@giz.de
I <https://www.giz.de/en/worldwide/67177.html>

Date : juillet 2023

Auteur/Responsable/Rédaction, etc. :
Gabriela Schanz

Conception/Maquette, etc. :
AKRYL digital consulting

Crédits photos/Sources :
GIZ / Abokor Abdi, GIZ / Lukas Oliver Jenkner,
GIZ / Aaron March, GIZ / Dr. Horst Vogel

Mandaté par :

Ministère fédéral de la Coopération
économique et du Développement BMZ

La GIZ est responsable du contenu de
cette publication.

Mandaté par



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement